Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°214
26 juillet 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Non à l'austérité et à la montée guerrière !

Le gouvernement fédéral profite de l'été pour tenter de faire passer des reculs sociaux parmi les plus brutaux depuis des décennies.

La « loi-programme » vient d'être votée. Dès 2026, le droit au chômage sera limité à deux ans. Des centaines de milliers de travailleurs en seront exclus. Certains basculeront au CPAS, les autres, comme de nombreux cohabitants, n'auront plus aucun revenu. Quant à ceux qui toucheront encore une allocation, elle baissera encore plus rapidement. Le gouvernement veut obliger les allocataires du chômage à accepter les pires emplois, même quand le salaire est 10 % plus bas que l'allocation !

Ce n'est pas tout. Alors que les cadences accélèrent et que les accidents du travail se multiplient, le gouvernement supprime les RCC et restreint fortement les emplois de fin de carrière. Presque tous les travailleurs devront s'épuiser au travail jusqu'à 67 ans. S'ils partent plus tôt ? De Wever veut amputer leur pension de 2 à 5 % par an. En clair : travailler, même quand on n'en peut plus, ou finir dans la misère.

Allocations sabrées, pensions amputées, mais aussi salaires bloqués, primes de nuit réduites, indexation retardée, préavis raccourcis, migrants traqués… Chaque mesure aggrave l'exploitation et renforce la concurrence entre travailleurs.

C'est le programme du patronat, appliqué à la lettre. Pour accroître et préserver leurs profits malgré la crise, les capitalistes font pression à la baisse sur les salaires. Simultanément, ils exigent des gouvernements qu'ils rabotent les budgets des services utiles à la population : écoles, hôpitaux, etc.



Pendant que ces services sont saignés, le budget de l'armée continue d'exploser. D'ici 2035, le gouvernement prévoit d'y consacrer 136 milliards d'euros. Frégates, avions F-35, munitions, véhicules blindés, recrutement de 10.000 militaires : la Belgique se réarme à marche forcée, avec le soutien de tous les partis de gouvernement.

Et ce n'est qu'un début. L'OTAN exige une augmentation des budgets militaires jusqu'à atteindre 5 % du PIB ! Ce sont des milliards en plus pour l'armée !

Les guerres ne sont pas menées pour les intérêts des populations mais pour les profits des capitalistes : accès aux marchés, contrôle des ressources et des voies commerciales. Comme en Ukraine, où les États membres de l'OTAN soutiennent et arment le gouvernement de Zelenski pour affaiblir la Russie et mettre la main sur les terres et les ressources minières du pays.

Pour mener les guerres, le matériel ne suffit pas : les gouvernements ont besoin de soldats qui occupent le terrain ou meurent sur les champs de bataille. Déjà, politiciens et médias nous abreuvent de propagande nationaliste et militariste, pour tenter de nous embrigader dans leurs guerres. Theo Francken déclare : *« Il faut s'alarmer de la menace [russe]»* alors que les troupes russes n'ont même pas pu atteindre Kiev...

Aujourd'hui la Russie est visée, demain ce sera la Chine ou un autre pays… Pour les politiciens comme Francken il s'agit aujourd'hui de préparer la population au sacrifice et de justifier l'explosion du budget militaire.

Mais pour les travailleurs le véritable danger ne vient pas de Moscou. Il est ici, dans notre propre pays. Ce sont les capitalistes et le gouvernement belges qui démolissent les salaires, les pensions, les soins de santé, l'enseignement. C'est contre leur offensive à eux qu'il faut se préparer à se défendre.

Face aux attaques du gouvernement et à la marche à la guerre, les directions syndicales n'organisent pas de résistance à la hauteur des enjeux.

Elles ont espacé les mobilisations de mois en mois, et divisé les luttes par secteur. Ce faisant, elles aggravent la démoralisation.

En fait, les directions syndicales ne cherchent pas à construire un vrai rapport de force contre les capitalistes. Elles soutiennent le PS et Vooruit et prétendent que la solution viendra d'un « bon » gouvernement avec les socialistes. Mais c'est une illusion ! Chaque fois que le PS ou ses alliés sont au pouvoir, ils trahissent leurs promesses et mettent en œuvre les mesures qu'ils dénonçaient dans l'opposition. Le gouvernement Di Rupo a ainsi préparé le terrain à l'actuelle réforme du chômage en excluant des dizaines de milliers de chômeurs !

Et pour masquer la responsabilité des capitalistes, le PS accuse le gouvernement fédéral d'être « pro-flamand » et de léser les francophones. C'est un mensonge ! Ce gouvernement ne défend ni les travailleurs flamands, ni les travailleurs francophones : il défend les capitalistes flamands et francophones.

Face à cette offensive généralisée contre leurs conditions de vie et la marche à la guerre, seule une lutte d'ensemble des travailleurs peut faire reculer les capitalistes et les gouvernements à leur service. Pour en finir définitivement avec l'exploitation et les guerres, les travailleurs n'auront d'autre choix que de prendre le pouvoir et de diriger toute la société eux-mêmes !

Travailleuses et travailleurs en lutte

Grève des puéricultrices de Mons

Début juillet, les travailleuses des sept crèches communales, regroupées dans l'intercommunale Gabrielle Passelecq, ont fait grève durant près d'une semaine pour protester contre le manque de respect, de moyens et surtout de personnel.

Les centaines de parents impatients ont certainement contribué à mettre la direction sous pression. La CGSP a négocié la création d'une équipe mobile composée de deux équivalents temps-plein pour les puéricultrices et deux autres pour les techniciennes de surface.

Le directeur du pôle non-hospitalier, Sébastien Sakkas, a été écarté.

Depuis des années, les travailleuses dénoncent ses « *menaces, intimidations, pressions, harcèlement* ».

En réalité, le problème ne se limite pas à la personnalité d'un directeur. Il s'agit des méthodes patronales utilisées par l'employeur, la Ville de Mons, qui compense le manque de moyens par des pressions sur les travailleuses.

De fait, les travailleuses de l'aide et des soins à domicile de ACASA, intégrées à l'intercommunale depuis 2021, rencontrent exactement les mêmes problèmes… comme tous les travailleurs communaux, et dans toutes les villes qui répercutent les politiques d'austérité sur les travailleurs et la population.

Cela en fait des grévistes potentiels pour un mouvement large, et pour imposer d'autres solutions que des emplois précaires et partiels pour boucher les trous.

Vive la grève des facteurs !

Comme cela arrive régulièrement, un plan de « réorganisation » (à travers le logiciel géoroute) a supprimé plusieurs tournées en rallongeant les tournées existantes chez Bpost.

Les facteurs doivent déjà souvent faire des heures supplémentaires non payées pour pouvoir finir leurs tournées. Les travailleurs de Gosselies (Charleroi) et Saint-Nicolas (Flandre Occidentale) sont entrés en grève début juillet pour protester contre ce vol supplémentaire de leur travail.

La grève fait partie des seules armes des travailleurs pour se défendre face aux attaques qui tombent de partout. Mais pour faire reculer le patronat, il faudra que les grèves dépassent un secteur et s'étendent dans tout le pays !



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Des ouvriers dénoncent l'exploitation chez Colruyt !

Plus vite = plus exploités

Quand on a travaillé vite et que le boulot a déjà bien avancé, les chefs poussent à partir plus tôt. Ça nous fait des heures de récupération perdues, voire des heures qu'on devra rattraper plus tard. Et pour Colruyt c'est tout bonus : le boulot est fait en moins d'heures payées.

Message reçu : ça ne vaut pas la peine de courir !

Les résultats baissent ? Quelle surprise !

Les salaires ne cessent de baisser et les prix d'augmenter ! Pour s'enrichir, les actionnaires de Colruyt, comme tous les capitalistes, appauvrissent tout le reste de la population, à commencer par nous…

La course-relais de l'exploitation

Combien de genoux, de lombaires et de poignets abîmés prématurément par la pression pour « faire ses prestations » ?

On se relaie entre boulot et maladie : un collègue sort pour son dos et croise celui qui revient de sa cheville.

Dans les villas de la famille Colruyt, ils se relaient, euh… de la piscine au canapé en cuir ?

Chaud/froid : ça casse

A la sortie des frigos, on passe des doigts gelés aux fournaises des voitures et du bus…

Bien des matériaux de qualité cassent lors des brusques changements de température. Et nos parents ne nous ont pas fabriqué avec ces normes ! Alors il faut prendre le temps de la transition, sinon attention aux dégâts.

330 millions c'est 33.000 X 10.000

330 millions de bénéfices officiels pour le groupe Colruyt l'année passée, cela veut dire que chacun des 33.000 travailleurs a rapporté au moins 10.000 euros de bénéfices à l'entreprise.

Voilà un aperçu du profit tiré de notre travail.

Des millions pour les actionnaires

Avec ces profits, Colruyt a versé 171 millions en dividendes. En plus, l'entreprise a utilisé 175 millions d'euros pour racheter ses propres actions, afin d'en augmenter la valeur. Ainsi fonctionnent les entreprises capitalistes : ce sont les richesses produites par les travailleurs qui sont en deux clics transférés pour enrichir encore plus les actionnaires-parasites.



Le compte n'y est pas

673 € de « prime bénéficiaire », c'est la goutte d'eau de ses profits que Colruyt a bien voulu nous accorder.

Et encore : des milliers de travailleurs en sont exclus sous prétexte qu'ils n'ont pas travaillé assez longtemps. 673 €… alors que Colruyt engrange au moins 10.000€ de profit par travailleur.

Il faut de vraies augmentations de salaire !

Bien sûr qu'on ne crache pas sur quelques centaines d'euros. Mais ces primes ne compensent pas la faiblesse des salaires, qui couvrent péniblement les factures, les courses et le loyer.

Et puis, ces primes dépendent du bon vouloir de Colruyt et des profits qu'il consent à déclarer.

On a besoin d'un salaire qui permette de vivre, pas d'un pourboire !

Vraie exploitation faux partage

En nous versant une soi-disant « prime bénéficiaire », Colruyt voudrait nous faire croire que les actionnaires partagent leurs profits avec nous. Quelle hypocrisie ! La réalité, c'est exactement l'inverse : plus les cadences s'accélèrent, plus les prestations augmentent et plus le patron s'enrichit sur nos dos et nos articulations.

Les travailleurs font tout fonctionner chez Colruyt, les actionnaires ne font que voler le produit de notre travail. Les miettes qu'ils nous jettent ensuite n'y changent rien.

Les limites de la tactique syndicale

Les cheminots sont particulièrement visés par les réformes du gouvernement. Celles-ci prévoient la fin du statut pour les nouveaux embauchés, le recul de l'âge de départ à la pension de 55 à 67 ans pour le personnel roulant, la modification du calcul du montant de la pension (une perte de plusieurs centaines d'euros), la préparation à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, des discussions sur l'extension du service garanti (ce qui signifie la réquisition en cas de grève), sans oublier la réduction du budget de la SNCB de 675 millions d'euros…

A l'annonce de ces attaques, au mois de février, beaucoup de cheminots ont voulu se défendre. Par exemple à Namur, au lendemain de l'annonce du programme du gouvernement, où une grande partie du personnel s'est déclaré en maladie. Ensuite, quelques semaines plus tard, une grève de plusieurs jours appelée par un syndicat minoritaire était massivement suivie par les collègues.

Mais ce n'était qu'un début ! Pour se défendre des réformes du gouvernement, il aurait fallu faire grossir le mouvement, l'unir à travers tous les corps de métiers et puis tous les secteurs ! Il aurait été nécessaire d'élargir le mouvement pour lutter pour les droits des cheminots, mais aussi de tous les travailleurs !

Cependant, les directions syndicales ont fait un choix contraire ! Elles ont tout fait pour éviter d'engager un rapport de force. Elles ont cloisonné chaque grève par secteur et catégorie de travailleurs.

Ensuite, pour donner un débouché à la colère des cheminots, les permanents syndicaux du rail ont organisé une suite de grèves perlées, dispersées (quatre par mois en fonction de la zone de travail), en argumentant que ça permettrait aux travailleurs de « s'économiser » pour mener la lutte « sur le long terme », mais c'était surtout pour éviter que des grèves rapprochées fasse un effet « boule de neige » et disperser la combativité.

Car le « long terme » dont parlaient les permanents n'a en fait signifié que l'arrêt des grèves dès le début des négociations avec le ministre !

De ces négociations est sorti un « pré-accord », celui-ci reprenant exactement les points de la réforme du gouvernement, mais ne contenant aucune revendication des cheminots. Ce pré-accord a été refusé par la grand majorité des affiliés. Mais ça n'a pas empêché le maintien de l'arrêt des grèves ! La conséquence de la politique syndicale a été de casser le mouvement en usant la détermination des travailleurs qui avaient voulu se défendre.

Pour ne pas se laisser arrêter par les limites des directions syndicales, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-même pour organiser et diriger leurs luttes !

Augmentation des agressions à la SNCB

Le nombre d'agressions contre les accompagnateurs de train augmente. Cette situation dépasse la SNCB, elle touche aussi les conducteurs de bus, le personnel des hôpitaux, des CPAS…

Cette augmentation des comportements antisociaux est directement causée par l'augmentation de la misère sociale provoquée par la crise, l'augmentation des licenciements et les bas salaires ! Ce sont les capitalistes qui en sont responsables, ils sont ceux qui répandent la misère pour augmenter leurs profits !

Le train gratuit et plus d'accompagnateurs réduiraient les incidents. Comment financer ? En prenant sur les profits des capitalistes !

Mais aucun gouvernement, de gauche comme de droite, n'est prêt à généraliser cette politique que quelques villes appliquent pourtant avec succès avec les bus gratuits.. Elle ne peut venir que d'une lutte déterminée des travailleurs.

Plus de répression ne résout rien

Face aux comportements anti-sociaux, les dirigeants de la SNCB et de l'État, n'ont qu'une proposition : augmenter leurs moyens de répression. Par exemple, en engageant plus de policiers ou d'agents Sécurail. Mais cette répression ne s'attaque pas aux causes de ces agressions et elle ne protège guère les travailleurs !

En revanche, dans le passé l'État a toujours fini par retourner ses moyens de répression contre les travailleurs lorsqu'ils s'organisent et manifestent pour défendre leurs conditions de vie et de travail !

D'ailleurs, les ministre s'y préparent déjà en commençant le transfert de la gestion de Sécurail vers le ministère de l'intérieur.

Le seul moyen de faire diminuer les agressions, c'est de s'attaquer à leur cause réelle : les intérêts capitalistes, la course au profit et la concurrence !

Violence dans les hôpitaux

Des infirmières, des infirmiers et des médecins de l'hôpital Saint Pierre à Bruxelles ont adressé une lettre ouverte « *à ceux qui ont le pouvoir et le devoir d'agir* » un mois après l'agression de deux de leurs collègues aux urgences le 19 juin. 3.000 signataires ont rejoint leur appel.

Ils dénoncent la violence à laquelle ils sont confrontés comme « *le symptôme d'un système hospitalier à bout de souffle. Sous-effectif chronique, services saturés, violences verbales et physiques, insécurité, manque criant de moyens, absence de soutien réel : tous ces maux nous empêchent aujourd'hui de remplir notre mission essentielle dans des conditions dignes, pour nous comme pour nos patients.* »

Ils demandent aux responsables politiques de les protéger ainsi que : « *un financement à la hauteur de l'enjeu : moderniser les urgences et leurs infrastructures, mais surtout renforcer significativement notre dispositif avec une présence permanente et, en priorité, d'agents de sécurité, pour que nous puissions enfin exercer notre métier sans craindre pour nos vies.* »

En réalité, les agents de sécurité ne résoudront pas le problème à long terme. Ce qu'il faut, c'est davantage de personnel médical et des soins financièrement accessibles.

Ils poursuivent : « *Au-delà de ce drame, notre combat porte sur l'avenir même du milieu hospitalier. Nous demandons également un accès réel et égalitaire aux soins pour toutes et tous, sans distinction de moyens financiers, de statut administratif ou de situation sociale. L'hôpital public ne doit jamais devenir un refuge de seconde zone pour les oubliés du système. (…)*

Enfin, nous exigeons des revalorisations salariales et statutaires à la hauteur de nos responsabilités. Notre engagement est profond, mais il exige un soutien réel, pas un silence complice. »



Manque d'effectifs, sous-financement, face à un public de plus en plus précarisé et en détresse psychologique… les hospitaliers ont raison de demander plus de moyens ! Et ils pourraient être rejoints par le personnel des écoles, des transports, des administrations, des CPAS… tant les problèmes sont similaires partout. Non seulement pour dénoncer, mais pour se préparer à un rapport de forces avec le pouvoir. C'est à cette condition qu'ils auraient une chance d'obtenir les moyens nécessaires. Car les responsables politiques auxquels ils s'adressent sont au service de la bourgeoisie et pas de la population. Et comme ils le disent eux-mêmes dans leur lettre, cela fait dix ans qu'on ne les entend pas, et ça continuera comme ça ! Seule une remontée puissante des luttes pourra prendre l'argent là où il est, dans les coffres forts des capitalistes !

Nous reproduisons dans la colonne suivante le témoignage que nous avait fait parvenir une infirmière en février dernier.

Témoignage d'une infirmière

« Quand j'ai commencé à travailler comme infirmière, j'étais bercée par les illusions que l'humain serait au cœur de mon métier et que je pourrais soigner les patients dignement.

J'ai très vite été désillusionnée. Le travail est insupportable. Le manque d'effectifs est pesant. Nous, les infirmières, sommes constamment amenées à réaliser des shifts supplémentaires quand la relève n'est pas assurée. Les semaines de 60h ne sont plus une exception.

Lorsqu'on ne trouve personne pour travailler sur un horaire manquant, on se doit d'effectuer le travail de deux personnes ! Alors qu'il est déjà impossible de réaliser tous les soins, qu'on doit prioriser et ne pas effectuer les soins jugés « non prioritaires », et ce au détriment des patients… et de notre santé physique et mentale !

La charge de travail est telle que durant nos shifts, on a très rarement le temps de prendre une pause. Presque tous les jours, on effectue des shifts de 8h, voire 12h sans boire, sans manger et sans aller aux toilettes une seule fois !

Les hôpitaux au chevet de l'industrie pharmaceutique

Ces conditions de travail sont le reflet d'un système qui se fiche bien de la santé des êtres humains mais qui ne fonctionne que par la logique de rentabilité.

Les tâches administratives, consistant à facturer jusqu'au moindre pansement, tracer le moindre comprimé et facturer les actes nous prennent un temps de plus en plus conséquent.

Au détriment du temps passé au chevet du patient ! Ces tâches inutiles, n'ont d'autre objectif que de faire payer les soins de santé et d'engraisser les comptes en banque des actionnaires des entreprises pharmaceutiques. (…)

Plusieurs fois par an, l'hôpital est contrôlé, non pas pour juger de la qualité des soins aux patients, mais pour nous mettre sous pression pour facturer correctement, et de ces évaluations vont dépendre nos financements !

C'est scandaleux qu'en 2025, alors qu'on dispose de tous les moyens techniques pour soigner dignement les gens, on se retrouve à travailler dans ces conditions et que nos patients meurent du fait du manque d'effectifs, du fait des pénuries de médicaments liées, non pas à des problèmes de production, mais au fait que l'hôpital ne dispose pas d'assez de financement pour payer les entreprises pharmaceutiques, qui ne livrent en conséquence pas les médicaments. Par exemple, les antibiotiques de base nécessaires ! »

Les réformes pro-patronales du gouvernement

En signant l'accord du 21 juillet, le gouvernement annonce une série d'attaques supplémentaires contre le monde du travail.

Elles s'ajoutent à la loi-programme qui contient déjà de nombreuses mesures contre la population. Les fédérations patronales, comme Comeos, la FEB ou le Voka, se sont félicitées de ces décisions… Les patrons pouvaient difficilement rêver mieux ! Toutes les réformes vont dans le sens d'une aggravation des conditions de travail et d'une augmentation des profits pour les capitalistes. Les quelques mesures qui semblent en faveur des travailleurs, en diminuant les impôts sur les salaires, ne sont que de la poudre aux yeux pour tenter de justifier les mesures anti-sociales.

Chasse aux chômeurs

La loi qui limite le chômage à deux ans maximum a été votée au Parlement. Les politiciens qui l'ont votée prétendent que celle-ci encouragera les chômeurs à chercher du travail… Mais de quel travail parlent-ils ? Le capitalisme est en crise, les licenciements pleuvent, le gouvernement facilite les heures supplémentaires et le retour au travail des retraités…

Il n'y a déjà officiellement qu'un poste vacant pour trois personnes en recherche d'emploi, et le nombre de postes vacants ne fait que diminuer. Sans compter que de nombreux « postes vacants » sont en réalité bidons, étant pourvus depuis longtemps ou n'ayant simplement jamais existé.

Les 180.000 personnes (plus de la moitié des chômeurs indemnisés) qui vont se retrouver sans allocation chômage à partir de janvier prochain, dont beaucoup ont plus de 55 ans, vont devoir se démener pour ne pas tomber dans la misère complète en tentant d'obtenir l'allocation des CPAS - dont le sous-financement va encore s'aggraver. Et pour ceux qui restent au chômage, ce sera aussi une diminution de plus de 10% de l'allocation chômage, à travers une augmentation de l'impôt sur les chômeurs…



Il est également prévu que les chômeurs soient obligés, sous peine de sanction, d'accepter des emplois même payés à 90% de leur allocation initiale. La réforme du chômage est une machine à faire accepter aux travailleurs des emplois plus précaires, encore plus mal payés, avec les pires conditions de travail. Autant d'armes supplémentaires dans les mains des patrons pour mettre la pression sur l'ensemble des travailleurs, et pousser les salaires et les conditions de travail vers le bas… Si on les laisse faire !

Chasse aux étrangers

En même temps que la chasse aux chômeurs, le parlement a voté une loi qui durcira l'accès au regroupement familial pour les non-européens. Désormais, il faudra des revenus plus élevés, pour faire venir un membre de sa famille en Belgique. Par exemple, un père qui voudrait faire venir sa compagne et deux enfants en Belgique devra gagner plus de 2.750€ net par mois. Autant dire que cela rendra impossible pour des milliers de familles de proposer un refuge légal à des proches vivant dans la misère ou sous les bombes…

La ministre Anneleen Van Bossuyt (N-VA) justifie cette loi par le fait que l'immigration représenterait un « *coût croissant pour les finances publiques* »… Comme si ces travailleurs ne rapportaient pas aux patrons et à l'État ! Ces discours mensongers, anti-migrants, servent à détourner la colère des travailleurs en présentant les migrants comme des boucs émissaires. Les vrais responsables

de la crise, qui se servent grassement de l'argent public et qui plongent le monde entier dans la crise, ce sont les capitalistes ! Les travailleurs étrangers font, comme tous les travailleurs, tourner cette société ! Et ils ont toute leur place dans les entreprises en Europe ou ailleurs. Ceux qu'il faut empêcher de nuire en les expropriant, ce sont les patrons belges ou étrangers qui se gavent sur le dos des travailleurs !

Indexation retardée, vol légalisé

Une des mesures du gouvernement qui vient d'être votée va peser sur les fonctionnaires, les pensionnés et les allocataires sociaux en retardant l'indexation des salaires des employés publics, des pensions et des allocations.

Aujourd'hui, si la hausse des prix dépasse un certain seuil, ces revenus augmentent un mois plus tard pour rattraper en partie la hausse des prix. Cette indexation est censée empêcher que les pensionnés et allocataires sociaux soient appauvris par les hausses de prix. En réalité, comme tout le monde le remarque, le mécanisme n'empêche pas leur appauvrissement, même s'il le ralentit un peu.

Dans la nouvelle règle, le gouvernement veut que ce rattrapage (partiel) ne se fasse plus après un mois de retard sur la hausse des prix, mais après trois mois de retard ! Cela signifie que les employés et allocataires devront subir pendant deux mois supplémentaires la hausse des prix, avec autant de perte de pouvoir d'achat.

Pensions grevées

En plus des mesures votées, le gouvernement s'est mis d'accord sur des nouvelles mesures. La restriction de l'accès à la pension avait déjà été annoncée, avec



l'obligation d'avoir 42 années de travail pour avoir droit à une pension complète. La pension baisse aussi pour les fonctionnaires pour qui la pension sera désormais calculée sur les dix dernières années et plus sur les quatre dernières. Le gouvernement confirme aussi qu'il retardera le départ à la pension des cheminots et des militaires à 67 ans.

En plus de tout ça, les ministres vont ajouter un « malus pension », qui fait que les travailleurs âgés qui voudraient prendre leur pension plus tôt verraient celle-ci diminuer de 2 à 5% par année de pension anticipée. Les partis de gouvernement savent très bien que beaucoup de travailleurs, en particulier après 55 ans, auront peu d'espoir de trouver un emploi correct. Ou trop cassés par le travail, ils se feront exclure du chômage, et n'auront pas d'autre choix que de prendre une retraite anticipée. Cette mesure revient simplement à baisser encore plus la pension pour ces travailleurs !

Exploitation 24/24, 7 jours sur 7

Le gouvernement prévoit aussi de nombreuses mesures pour aggraver l'exploitation des travailleurs. Le nombre d'heures supplémentaires soi-disant « *volontaires* », sans justification requise, passerait de 100 à 360 heures par an — et même jusqu'à 450 heures dans l'Horeca.

Le gouvernement va aussi autoriser le travail de nuit (entre 20h et 6h) sans restriction pour tous les secteurs.

Et ce travail de nuit sera moins rémunéré qu'avant : dans la logistique et le commerce, les primes de nuit ne seront versées que pour les heures comprises entre minuit et 5h du matin, contre 20h-6h actuellement. La CSC estime que la réforme du travail de nuit engendre des pertes importantes pour les travailleurs pouvant atteindre 615 euros brut par mois.

En même temps, il sera désormais autorisé pour les commerces d'ouvrir jusqu'à 21h, et l'obligation d'avoir un jour fixe de fermeture par semaine est supprimée.

Les horaires de travail ne devront plus être précisés dans le règlement d'entreprise. Le recours au travail intérimaire est simplifié. La durée minimale par semaine d'un tiers temps est supprimée. La durée du préavis de licenciement est limitée… Bref, le gouvernement met tout en place pour que les capitalistes puissent exploiter les travailleurs jusqu'à l'os… s'ils ne se défendent pas !

Moins d'impôts… ce n'est pas pour demain

Les partis du gouvernement se sont fait élire sur base de la promesse de baisser les impôts sur les salaires.

Mais, comme toujours avec les politiciens professionnels, les promesses disparaissent aussi vite que les affiches électorales. Le gouvernement baisse les impôts… d'abord pour les riches : la cotisation patronale a été supprimée pour la tranche supérieure des gros salaires (au-dessus de 340.000 € par an). Sans compter les milliards d'euros de dépenses publiques qui vont alimenter les profits des capitalistes de l'armement avec l'augmentation des budgets militaires, et les milliards de baisse d'impôt et de cadeaux versés aux patrons sous prétexte de créer de l'emploi.

En même temps, les ministres font miroiter aux travailleurs quelques baisses d'impôts… La part du salaire (la « quotité ») exemptée d'impôt sera par exemple augmentée. Mais d'après les calculs du journal L'Echo, cela reviendrait à… moins de 10€ par mois supplémentaires par travailleur en 2026.

Le gouvernement prévoit une augmentation plus importante à partir de 2029 (90 € par mois), à condition que la mesure tienne jusque-là…

D'autres mesures sont prévues pour baisser les taxes sur les salaires, mais dont les effets ne se feraient vraiment ressentir qu'en 2029. Autant dire que d'ici-là, les ministres auront le temps de revenir largement sur ces mesures sous prétexte « *d'équilibrer les budgets* » ou d'augmenter les dépenses d'armement !

Ces baisses d'impôt vont par contre servir à justifier de nouvelles attaques contre les services publics. Le ministre de la santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) a, par exemple, prévu 900 millions d'euros de coupes budgétaires dans les dépenses de santé en plus des 264 millions déjà prévus… Cela fait l'équivalent d'un dixième des dépenses publiques pour des médicaments qui devront être supprimées…

Une système capitaliste à renverser

Les mesures du gouvernement ne sont pas liées à la couleur politique des partis qui les composent. Partout dans le monde, les gouvernements de gauche ou de droite mettent en place le même genre de mesures.

L'austérité et les attaques contre le monde du travail sont le reflet du capitalisme en crise, qui cherche par tous les moyens à regagner ses profits sur les dos des travailleurs… ou à travers les guerres, commerciales et militaires, actuelles et futures !

Sous le capitalisme, la situation ne peut que s'aggraver. Les travailleurs ont besoin de s'unir, au-delà des secteurs et même au-delà des frontières, pour des luttes massives contre les capitalistes… Jusqu'à leur renversement !

Face à l'offensive, la politique syndicale ne suffit pas

La politique des directions syndicales face au gouvernement

L'annonce des mesures du gouvernement fédéral a suscité un fort mécontentement chez de nombreux travailleurs. Mais la stratégie des directions syndicales a dispersé les luttes et alimenté la démoralisation.

Dès janvier, des milliers de travailleurs ont voulu s'y opposer. Le 13 janvier, 30.000 enseignants, cheminots et fonctionnaires faisaient grève contre la réforme des pensions. Un mois plus tard, le 13 février – deux semaines après l'entrée en fonction du gouvernement – 100.000 travailleurs du public comme du privé se mobilisaient contre les reculs sociaux annoncés.

Mais malgré l'ampleur des attaques et le début d'opposition des travailleurs, le président de la FGTB, Thierry Bodson, limitait l'objectif des mobilisations à « *établir un rapport de force immense, pour faire en sorte que les employeurs acceptent d'avoir, avec nous, une vraie concertation sociale* ». Alors que les patrons ne veulent même



plus lâcher des miettes, les directions syndicales n'entendaient surtout pas s'opposer frontalement aux patrons, et cherchaient seulement à préserver leur rôle de négociateurs avec le patronat et le gouvernement.

La suite l'a confirmé : la journée d'action suivante n'était prévue que sept semaines plus tard, le 31 mars, sans même une manifestation nationale à Bruxelles. Les chefs syndicaux justifiaient ce calendrier lointain par le risque « d'essoufflement ».

En réalité, ce n'était pas une montée en puissance, mais une dispersion du mouvement.

Même dans les secteurs, la division dominait. La grève des enseignants francophones, par exemple, était organisée à quelques jours d'intervalle de leurs collègues néerlandophones, constituant un frein supplémentaire à une lutte collective des travailleurs.

Cette stratégie de manifestations, dispersée et sans objectif clair, a contribué à la démoralisation de nombreux travailleurs.

Lors de la dernière journée d'action, le 25 juin - peu avant les vacances scolaires, le mouvement refluait - 35.000 travailleurs seulement se retrouvaient à Bruxelles.

Le gouvernement, constatant l'affaiblissement de la mobilisation, a avancé en force, en durcissant encore ses mesures.

Seule une mobilisation large et déterminée des travailleurs du public et du privé pourrait faire reculer le patronat et le gouvernement.

Il faut renverser le capitalisme

Le licenciement des uns réduit le salaire des autres

Au cours du premier semestre 2025, 5.300 travailleurs ont été menacés par un licenciement collectif. C'est le chiffre le plus élevé enregistré pour un début d'année depuis 2014.

Rien que la fermeture de la chaîne de magasins CORA concerne plus de 1.800 emplois. Entre janvier et juin, 59 entreprises ont annoncé leur intention de procéder à un licenciement collectif.

Avec ces licenciements, les patrons produisent des chômeurs, pendant que le gouvernement limite les allocations et exclut des travailleurs du droit aux allocations de chômage. En réalité, tout cela sert le patronat, car le chômage est indissociable de la production capitaliste.

En maintenant une partie des travailleurs sans emploi et en dégradant leurs conditions de vie, ils mettent la pression sur tous ceux qui ont encore un travail. La peur de se retrouver sans revenu pousse à accepter des salaires plus bas et des conditions de travail toujours plus dures. Les actionnaires peuvent ainsi augmenter la pression et se remplir les poches de milliards.

Pour combattre le chômage, il faut combattre les licencieurs et imposer le partage du travail existant entre tous les travailleurs en prenant sur les profits.

Hausse du chômage pas acceptable !

Pendant que le gouvernement prépare l'exclusion des chômeurs de leurs allocations, le chômage explose, avec une augmentation de 11% en Wallonie et à Bruxelles. Et les chiffres du chômage montrent que le chômage augmente aussi dans les secteurs prétendument en « pénurie de personnel », comme le secteur de la construction.

Non, ce n'est pas les chômeurs qu'il faut forcer à chercher du travail, c'est aux licencieurs qu'il faut interdire les licenciements ! Et il faut imposer le partage du travail entre tous, et la hausse des salaires ! Et cela ne viendra pas des gouvernements, mais seulement des luttes des travailleurs (avec et sans emploi) s'ils se donnent cet objectif !

Flandre : crèches plus chères

Le gouvernement flamand a conclu son « accord d'été » avec à la clé une hausse importante du coût des crèches dès 2026.

La réduction pour enfants (kinderkorting) — jusque-là accessible aux parents ayant un deuxième enfant de moins de 12 ans — sera désormais limitée aux familles ayant deux enfants en crèche en même temps.

Résultat : une hausse de 4,05 € par jour, soit 970 € par an pour de nombreuses familles. Actuellement, 60.000 familles bénéficient de cette réduction. À terme, seules 11.000 y auront encore droit.

VRT : publicité et austérité

Le gouvernement flamand impose une cure d'austérité de 16 millions d'euros sur cinq ans à la VRT, la radio-télévision publique.

se traduira par une hausse de la publicité à la radio, à la télévi-

sion et en ligne, mais aussi par un sous-investissement et une *« modération salariale »* pour les travailleurs… déjà confrontés à une surcharge de travail et à un sous-effectif chronique.

Mobilisation de prisonniers à Lantin

Du samedi 19 au dimanche 20 juillet, une cinquantaine de détenus de la prison de Lantin ont refusé de regagner leurs cellules en protestation contre leurs conditions de détention déplorables. Ces prisonniers demandaient notamment d'avoir accès à d'avantages de douches, de temps de préau hors des cellules ou suffisamment de repas ! L'administration de la prison prétend qu'il est matériellement impossible d'accéder à ces besoins de base à cause de la surpopulation carcérale.

À la prison de Lantin, en 2023, près de 849 personnes étaient déjà entassées pour 694 places. Au niveau du pays, il y a en moyenne plus de 110 prisonniers pour 100 places.

La surpopulation des prisons, à laquelle s'ajoute le manque de personnel, provoquent des conditions de vie inhumaines et dégradantes pour les prisonniers et des situations impossibles pour les travailleurs des prisons : tensions entre détenus, promiscuité, manque d'intimité, d'hygiène, déclin de la santé des détenus, manque de suivi par les médecins, assistants sociaux et psychologues, difficultés d'organisation des visites familiales, nombre de douches réduites, manque de serviettes de bains, d'oreillers, de sous-vêtements, de pantalons ou de chaussures en bon état…

En Belgique, près de 1 personne sur 1.000 est emprisonnée. Et ce chiffre augmente encore dans les classes populaires, car comme le rappelle la section belge de l'Observatoire international des prisons, « la prison est avant tout une institution pour les pauvres », les plus riches étant moins sanctionnés. Au 19ème siècle déjà, Karl Marx parlait de « justice de classe ».

En fait, il est souvent préférable d'employer d'autres moyens que l'emprisonnement pour lutter contre les comportements antisociaux.

Et lorsqu'il y a emprisonnement, il est dans l'intérêt public d'assurer aux détenus des conditions de vie et un accompagnement qui leur permettent de sortir de la délinquance. Sans quoi, la prison devient « l'école du crime ».

Encore plus de jeunes sans diplômes

Le gouvernement fédéral prévoit de relever le seuil de réussite du CEB, CE1D et CESS de 50 à 60 %. Cela signifie qu'il faudra obtenir 60 % dans chaque discipline pour obtenir son diplôme. Au total, ce sont 12.000 élèves supplémentaires qui risquent chaque année de ne pas obtenir leur diplôme.

De plus, le CE1D est l'épreuve après laquelle les élèves quittent le tronc commun et sont orientés vers l'enseignement qualifiant ou de transition. En conséquence, plus de jeunes en échec seront forcés de s'orienter vers une formation dite « qualifiante » s'ils souhaitent éviter le redoublement.

Ces élèves exclus sont principalement issus des quartiers populaires : là où la dégradation des écoles est la plus marquée, où tous les cours ne sont pas toujours donnés à cause de la pénurie de personnel, où les jeunes enchaînent les petits boulots après l'école…

Ces jeunes auront des difficultés à se reconvertir, seront forcés d'accepter un travail mal payé, avec des conditions de travail difficiles… s'ils trouvent un travail !

La « Justice » un recours contre le gouvernement ?

Face aux mesures anti-migrants du gouvernement, comme la restriction du regroupement familial, le député fédéral PTB, Julien Ribaudo, déclare : « Je m'attends à ce que cette loi soit annulée par la Cour constitutionnelle. »

Mais croire que les tribunaux vont défendre les travailleurs contre le gouvernement ou les patrons est une dangereuse illusion.

La Cour constitutionnelle – comme les autres juridictions – n'a jamais réellement protégé les travailleurs ni empêché les gouvernements de les attaquer. Quand des syndicats ou associations introduisent un recours contre une loi anti-ouvrière, celui-ci est généralement rejeté, ou la Cour se déclare « incompétente ».

Dans les rares cas où la Cour annule une mesure particulièrement choquante – en matière de pensions de survie ou de droit des étrangers, par exemple – le gouvernement réécrit simplement la loi pour faire passer ses attaques autrement. Parfois, il ignore même purement et simplement le jugement.

Un exemple frappant : ce n'est qu'en 2011 que la Cour a poussé le gouvernement à mettre fin à l'inégalité de statut entre ouvriers et employés – une injustice flagrante qui durait depuis des décennies, notamment sur les délais de préavis. Le gouvernement Di Rupo (PS) en a profité pour « harmoniser »… vers le bas, en réduisant drastiquement les droits des employés.

La « Justice » de la bourgeoisie ne défend pas les travailleurs.

On l'a encore vu chez Delhaize, où des juges ont ordonné l'évacuation des piquets de grève. Et pour cause : elle défend l'ordre établi et la propriété privée des capitalistes. Les magistrats sont sélectionnés pour leur loyauté envers l'État bourgeois. Quant aux juges de la Cour constitutionnelle – pour moitié d'anciens parlementaires – ils sont nommés par le Parlement et chargés de faire respecter les lois votées… par ces mêmes partis au service de la grande bourgeoisie belge : les familles Wittouck, Boël, Frère, Colruyt, et consorts.

Rappelons que la Constitution belge elle-même a été rédigée en 1831 par un Congrès élu par moins de 1 % de la population.

Seuls les riches hommes propriétaires pouvaient voter. Les femmes, les ouvriers, les pauvres en étaient exclus.

Les tribunaux n'arrêtent pas les guerres

À Anvers, des pièces d'équipement militaire à destination d'Israël ont été bloquées. Quatre ONG avaient saisi la Justice pour faire appliquer la loi qui interdit tout transit d'armes par la Belgique vers les pays en guerre.

Le tribunal a tranché en faveur des ONG : le gouvernement flamand doit bloquer ce conteneur ainsi que tout envoi futur de matériel militaire vers Israël.

Pour les ONG et le PTB, ce serait une victoire historique !

En réalité, cette décision ne changera rien. Le gouvernement a fait appel, et un autre tribunal pourra invalider la décision du premier. Et surtout les marchands d'armes ont l'habitude de contourner ces obstacles : en faisant passer le matériel pour un usage civil, ou en changeant de route.

Laisser croire que la Justice pourrait empêcher ou ralentir la guerre propage une grave illusion, affaiblissant le camp des travailleurs.

Pour arrêter les guerres, il n'y a pas d'autres solutions que de préparer le renversement du capitalisme, cette société barbare à la base de toutes ces guerres.

Le piège du nationalisme et du régionalisme

Allons z'enfants

Lors de la fête nationale, le 21 juillet, un journaliste de RTL en mal de scoop a demandé au ministre de la Défense, Theo Francken (N-VA) de crier *« Vive la Belgique ! »*. Bien sur, le nationaliste flamand s'en est tiré par une dérobade en criant *« Vive la Défense ! »*. La défense de quoi ? Des frontières de la Belgique qui ne sont pas menacées, ou des profits des patrons qui vendent des armes ?

Les jeunes de 17 ans à qui Francken veut envoyer une lettre pour les inciter à s'engager dans l'armée sont prévenus : un nationalisme flamand peut toujours cacher un nationalisme belge… ou réciproquement. Les drapeaux et les frontières ne servent qu'à préparer les travailleurs à se tirer dessus pour le plus grand profit de l'un ou l'autre groupe de capitalistes.

Adversaires et compères

Les politiciens francophones… de l'opposition se sont évidemment précipités là-dessus comme des mouches sur un étron tout frais. *« Scandaleux »* écrit sur X le président du PS, Paul Magnette. *« Une faute très grave »*, selon l'ex-président du PS et ex-premier ministre Di Rupo, *« une provocation »*, pour Sophie Rohonyi, présidente de Défi. Leur danse autour du drapeau belge est ridicule. Les plus grandes entreprises du pays sont d'origine étrangère, française, néerlandaise, américaine… Les travailleurs qui font fonctionner l'économie viennent de tous les pays. Dans la capitale, on parle plus de 100 langues différentes. Si une guerre survenait, en quoi consisterait-elle ?

A mobiliser des jeunes d'origine marocaine, syrienne, roumaine,… pour défendre les intérêts de capitalistes allemands, américains ou japonais.

Et pour masquer ce fait, les politiciens francophones et flamands, de droite comme de gauche, se donnent la répartie dans ce genre de comédie.

Mensonges Martin

Dans la publication communale Mons Mag, la liste du bourgmestre Nicolas Martin accuse : *« Cette réforme (du chômage) ne va avoir qu'une seule conséquence : faire payer les Wallons via leurs communes. Alors que la Flandre supporte actuellement 70 % du coût du chômage, demain, ce seront les communes wallonnes et bruxelloises qui paieront ces 70 %. »* C'est faux.

Ce sont les travailleurs flamands et francophones qui financent avec leurs cotisations l'assurance chômage, pas les patrons qui sont exonérés de 1.000 façons.

Et les exclusions des chômeurs auront comme conséquence principale de permettre aux patrons de tirer les salaires vers le bas. Sans parler du fait que Gand, Anvers, Genk et les autres grandes villes de Flandre vont subir exactement les mêmes problèmes que les communes de Bruxelles et de Wallonie.

Martin, qui refuse même de s'appeler socialiste, dresse les travailleurs les uns contre les autres pour justifier la suppression des emplois communaux et l'austérité qu'il impose.

La zizanie comme politique

Un responsable syndical francophone, sous couvert d'anonymat, accuse les centrales syndicales flamandes de s'être entendues avec les patrons flamands pour négocier des exceptions aux exclusions du chômage pour certaines catégories de travailleurs flamands. Il s'agirait essentiellement de travailleurs des ports et des pêcheurs en mer.

Mais pourquoi les patrons flamands voudraient-ils protéger ces travailleurs en particulier ? En réalité, les dockers et les pêcheurs, bien qu'indispensables à ces secteurs économiques, sont confrontés à une précarité professionnelle importante et de longues périodes de chômage. Les patrons des zones portuaires et des bateaux de pêche sont les premiers profiteurs du système en laissant ces travailleurs être payés par l'assurance chômage plusieurs mois par an. Ce que se garde bien de dénoncer le syndicaliste francophone qui n'ose même pas assumer ouvertement son persiflage nationaliste anti-flamand.

Marche à la guerre

Militarisation de la société

À coups de généraux défilant dans les médias, le gouvernement belge vient de lancer un plan de réarmement massif avec 34 milliards d'euros prévus sur dix ans pour acheter des F-35, des navires, des munitions…

Dans le même temps, la Région wallonne veut injecter 100 millions d'euros supplémentaires dans le groupe FN Herstal. Depuis 2022, la production de mitrailleuses y a été multipliée par 1,5 et pourrait presque doubler d'ici fin 2025. Celle des munitions a déjà doublé depuis 2020… et pourrait quadrupler cette année.

Officiellement, c'est pour la « défense » et la « sécurité ». Mais qui contrôle vraiment l'usage de ces armes ? Les travailleurs n'ont actuellement aucun pouvoir de contrôle sur ce qu'ils produisent. Les dirigeants belge parlent de sécurité, mais ils font monter le nationalisme et l'esprit guerrier pour servir les intérêts de la bourgeoisie belge et ses profits dans les guerres à venir.

Et pour les travailleurs du secteur militaire, ces investissements signifient l'intensification des cadences, la hausse de la pression, etc. Dans un contexte où les patrons licencient à tour de bras, personne ne peut raisonnablement se réjouir que l'on doive produire des armes pour espérer avoir un travail !

Alors non, les travailleurs quels que soient leurs secteurs n'ont aucun intérêt dans cette militarisation de la société. Car ce seront les fils des ouvriers et des



ouvrières, pas ceux des actionnaires ni des ministres, qui mourront sur les champs de bataille.

Pourtant, les armes elles-mêmes ne déclenchent pas les guerres, mais c'est la concurrence que se livrent les capitalistes pour les ressources et les marchés à l'échelle internationale qui pousse aux guerres.

Une paix durable ne viendra pas d'une société désarmée ou les grands patrons continuent de diriger, mais d'une société où les travailleurs auront exproprié les capitalistes et décideront eux-mêmes de ce qu'ils produisent, et dans quel but.

Une société où la production ne répondra plus aux intérêts d'une minorité de bourgeois, mais aux besoins de toutes et tous. Alors si il y a une guerre à préparer c'est la guerre contre nos propres patrons et nos gouvernements, pas celle contre les enfants des travailleurs des autres pays.

Préparation à la guerre

Alors que l'Europe se réarme, les dirigeants belges intensifient la propagande guerrière. Les médias ont récemment mis en avant les stages paracommandos, réunissant 150 adolescents de 15 à 18 ans. Dans la lignée de la lettre que le ministre de la Défense, Theo Francken, va envoyer aux jeunes de 18 ans pour les pousser à s'engager.

Ces stages ne sont pas nouveaux, mais leur mise en avant médiatique sert à préparer les esprits à la guerre et tenter de former une jeunesse docile, prête à servir de chair à canon sans se poser de questions.

Profits sanglants

Alors que les dépenses publiques diminuent dans tous les domaines essentiels à la population (santé, éducation, transports, etc.), elles ont explosé pour les dépenses d'armement. Une partie de cet argent va faire gonfler les bénéfices des capitalistes de l'armement en Belgique.

La FN (Fabrique Nationale), à Herstal près de Liège, a été reprise à 100 % par la Région wallonne en 1997 et reverse aujourd'hui de confortables dividendes de 20 millions d'euros à son actionnaire public. Les plus importantes entreprises belges de l'armement sont Thalès Belgium, avec 31 millions de bénéfices en 2023, ou John Cockerill avec 34 millions, mais d'autres entreprises font des millions de bénéfices sur le sang et les massacres, comme Mecar, Browning International ou New Lachaussée.

En Belgique, il y aurait au moins 892 entreprises privées qui travaillent de près ou de loin en lien avec l'armement, avec un chiffre d'affaires annuel de 5 milliards d'euros en 2024. Mais ces chiffres devraient exploser ces prochaines années avec les milliards de dépenses publiques dans ce secteur. Selon une enquête menée par la fédération des entreprises Agoria, la moitié des entreprises interrogées voulaient se lancer dans la production d'armes pour profiter des milliards d'argent public prévus…

Ce sont ces profiteurs de guerre, qui s'enrichissent en vendant des engins de mort, qu'il faudra exproprier parmi les premiers !

France : propagande guerrière de Macron

Lors de son discours aux armées, dimanche 13 juillet, le président français Macron a adopté un ton martial: « *Pour défendre nos libertés, il faut être puissant, il faut être craint.* » Tout en annonçant une nouvelle hausse du budget militaire et des achats de missiles, de drones, d'obus…

Ces discours bellicistes sont de la pure propagande. Macron et son gouvernement ne défendent, ni la liberté, ni le bien-être des travailleurs français. Ils viennent d'annoncer 40 milliards d'austérité,



tout en augmentant le budget de l'armée de 4 milliards. Une facture qu'ils cherchent à imposer à la population. En réalité, ces postures de chef de guerre visent à préparer les esprits à la guerre. Car comment se fait-on « craindre », sinon en se préparant à attaquer le premier et en accélérant la course aux armements ?

Ne tombons pas dans le piège militariste tendu par Macron, Francken ou Merz. Les véritables menaces qui pèsent sur nos vies ne viennent ni de Poutine, ni de Xi Jinping, mais des capitalistes et des gouvernements à leur service – qu'ils soient belges, français ou américains. C'est contre eux qu'il faut se préparer à se défendre.

Du coté des villes et des communes

Villes aux abois, banquiers au soleil

Le ministre wallon des pouvoirs locaux, François Desquesnes (Engagés), déplore que les banques aient refusé de prêter 320 millions à Liège, Charleroi et Mons ou demandent des garanties pour prêter à Namur, La Louvière et Seraing. Chaque année, les villes, dépourvues des moyens financiers suffisants, demandent de l'aide au gouvernement wallon, qui joue les intermédiaires auprès des banques telles que ING, Belfius, Fortis, etc. Mais les banques refusent, parce que les villes sont trop endettées. Alors les ministres exigent des économies des communes. Et, la main sur le cœur, bourgmestres et échevins disent être contraints de supprimer des emplois communaux et d'augmenter taxes et amendes qui pèsent sur la population. Ce dispositif, le mal nommé « plan Oxygène », mis en place par des gouvernements PS, MR et Engagés, étrangle les communes au profit de la finance.

Tous les partis de gouvernement, PS, MR, Engagés, Ecolo et désormais y compris le PTB, acceptent de se soumettre à la dictature des banques et des capitalistes.

Le PTB et la politique communale

En Belgique, presque toutes les grandes villes sont lourdement endettées. Le PTB explique, à juste titre, que cet endettement est causé par la politique des gouvernements qui transfèrent aux villes de nouvelles charges sans transférer les moyens financiers suffisants.

Par exemple, l'État fédéral ne finance que 43% des zones de police, au lieu des 50% prévus et 25% des zones de secours, au lieu des 50% initialement promis. Rien que pour la Wallonie, le sous-financement des revenus d'intégration sociale (RIS) aurait coûté aux villes 2,4 milliards d'euros depuis 2009. Au total, toujours pour la Wallonie, le PTB évalue le coût de ces économies imposées par les gouvernements fédéraux successifs à 3,3 milliards depuis 2009.

Face à cette situation, le PTB constate que « *les plus grands leviers pour taxer les grandes entreprises et les grandes fortunes ne se trouvent pas au niveau communal. La grande majorité des taxes, comme la taxe poubelle ou le stationnement payant, touchent d'abord les ménages.* » Cela n'a pas empêché le PTB, lors de la campagne pour les élections communales de 2024, de promettre de diminuer la pression fiscale sur la population en la reportant « *sur les épaules les plus larges* ». Engagements tenus ? A Mons, à Molenbeek, à Forest, les échevins du PTB présentent comme une victoire l'augmentation des taxes sur les centres commerciaux, les sociétés de parking privé, les immeubles de bureaux, les enseignes publicitaires… Mais sans contrôle sur les prix par les travailleurs, qu'est ce qui empêchera les entreprises d'augmenter leurs prix pour reporter l'augmentation des taxes sur le dos des clients ?

Les élus PTB vantent les budgets communaux votés avec le PS comme des budgets « *de résistance* » ou de « *résilience* ». De grands mots pour camoufler une politique d'austérité. Mais pour être accepté par le PS, le PTB a dû accepter le principe « *de budgets communaux à l'équilibre* ». Et les échevins du PTB ont voté, avec ceux du PS, des suppressions d'emplois communaux et une diminution des budgets dont dépend la population, dans les CPAS, les zones de secours, les associations sportives et culturelles. Les taxes et redevances continuent, comme par le passé, à peser essentiellement sur les travailleurs et les pauvres.

A Mons, la coalition PS-PTB-Ecolo a décidé de ne pas remplacer un départ sur deux pour le personnel communal. Le budget du CPAS est abaissé de 1 million d'euros, celui des pompiers, de 1 million et demi. Les baisses de subsides pèsent sur les institutions culturelles, telles que Mons Arts de la Scène, ou sportives, avec la dissolution prévue de l'association MonsSport. Les taxes sur les centres commerciaux ont augmenté de façon modeste… par rapport à l'augmentation, parfois très importante, des taxes et redevances qui pèsent sur les habitants.

A Molenbeek, la coalition PS-Vooruit-PTB-Molenbeek Autrement annonce des taxes sur les grands bureaux, les grandes surfaces, les parkings privés qui devraient rapporter 2,5 millions d'euros cette année. Mais l'essentiel des revenus communaux (5 millions) proviendra de la vente de terrains et de bâtiments de la commune, ce qui prépare généralement une augmentation des loyers payés par la commune à des promoteurs privés.

A Forest, la coalition PS-PTB-Ecolo-Groen a décidé une augmentation des taxes sur les grands évènements, les tarifs de stationnement et le coliving (location en commun d'un appartement pour y vivre et télétravailler, pratiqué par de nombreux jeunes). Bref, des taxes qui sont payées d'une façon ou d'une autre par la population.

Mais alors, que faire ?

Contre l'austérité imposée aux communes, « *le PTB appelle à refinancer le fonds des communes, supprimer les plans d'austérité (...) et exiger que l'État fédéral assume enfin ses responsabilités.* » (Julien Liradelfo, député PTB, 24 mars 2025) « *Nous voulons lancer un mouvement des villes européennes pour remettre en cause les traités d'austérité européens* » (PTB - Molenbeek). Bref, au lieu de donner une perspective aux travailleurs dans la lutte des classes contre les patrons et capitalistes, le PTB préconise une coalition des villes pour faire pression sur les gouvernements et sur l'Europe.

Mais dans chaque ville habitent des gagnants et des perdants du système capitaliste. Des grands et des petits patrons qui reçoivent des subsides et des commandes publiques, et des ouvriers exploités sans papiers, ni droit de vote… Des spéculateurs immobiliers petits et grands, et des pensionnés qui dorment dans des garages. Comment les rassembler autour d'un programme commun?

C'est impossible évidemment. C'est pourquoi présenter la recherche d'une majorité électorale pour améliorer la vie des opprimés est une tromperie. Seul un combat qui unit tous les exploités, autour de leurs intérêts de travailleurs, qu'ils aient ou non le droit de vote, peut changer les rapports de force et imposer des concessions aux riches milliardaires qui prospèrent sur la misère… voire les renverser définitivement !

LIEGE

Garderie payante

À Liège, le Conseil communal envisage de rendre les garderies payantes au sein des écoles dès la rentrée scolaire. Cette mesure ferait payer environ 125 euros par an et par enfant aux familles. Une attaque directe contre les foyers populaires, déjà étranglés par l'inflation et les coupes budgétaires.

Liège coupe dans les ASBL

La Ville de Liège compte diminuer de 15 % les subsides accordés aux ASBL. Cette mesure risque de faire disparaître de nombreuses associations. Ces ASBL accueillent les enfants après l'école, nourrissent ceux qui ont faim, soutiennent les personnes sans-abri, forment les adultes en difficulté, créent une vie sociale dans les quartiers. Tout une série de services essentiels pour la population.

Les oubliés du tram

L'arrivée du tram et l'abandon des extensions vers Herstal et Seraing en 2024 ont entraîné des changements importants sur les réseaux du bus.

Dans certains quartiers urbains, la suppression de lignes de bus atteint jusqu'à 30 %. Et quand elles ne sont pas supprimées, les correspondances plus complexes et les temps d'attente plus longs rendent les trajets plus compliqués.

Ces suppressions touchent en priorité les habitants des quartiers populaires, souvent sans voiture, qui dépendent des transports en commun pour aller travailler, se soigner ou étudier. Et sans les extensions, ces quartiers se retrouvent sans tram et avec moins de bus pour se déplacer.

A Flémalle par exemple, une aide-soignante témoignait ne plus pouvoir travailler le week-end car les bus ont été supprimés.

Tram : incidents à répétition

Depuis son lancement, le tram de Liège subit problèmes techniques et accidents à répétition. Des conducteurs témoignent qu'il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait un problème.

Accrochages, pannes, systèmes défectueux… certains trams circulent même sans signal lumineux aux feux rouges, forçant les conducteurs à contacter le centre de contrôle à chaque croisement, augmentant les risques pour tout le monde.



Et les rames en circulation ne font que diminuer avec les accidents. La société chargée de la maintenance ne dispose d'aucune pièce de rechange en stock car cela serait trop coûteux pour eux. Les réparations prennent des semaines et il faut faire appel aux bus pour compenser les pannes du tram. Une situation épuisante pour les conducteurs et qui pénalise toute la population avec un réseau de transports chaotique.

LA LOUVIERE

ALE de La Louvière : licenciés et exclus !

Mardi 8 juillet, 40 gardiens de la paix se sont invités au Conseil communal de La Louvière où se discutait leur sort. En effet, 54 de ces travailleurs sur 58 vont perdre leur emploi… parce qu'ils vont être exclus du chômage ! Voilà le genre d'absurdité dont tous les partis de droite et de gauche qui ont gouverné ensemble depuis 40 ans partagent la responsabilité.

Les gardiens de la paix ont beau se lever tous les jours à 6 heures du matin pour aller travailler, légalement, ils sont chômeurs ! Merci au PS et ses emplois précaires payés 4,10 € de l'heure en plus de l'indemnité de chômage.

Les gardiens de la paix assurent la circulation aux abords des écoles, surveillent les marchés et la propreté des quartiers, accompagnent les chauffeurs des TEC pour leur faciliter la tâche, ils seront jetés dehors quand même, sans salaires, sans indemnités de chômage, merci le MR et les Engagés et leur « réforme » du chômage.

Le comble est que beaucoup de ces travailleurs n'auront pas

droit au Revenu d'Intégration Sociale (RIS) du CPAS si leur conjoint a un salaire ou une indemnité. Un grand nombre d'entre eux sont âgés de plus de 50 ans et leur chance de retrouver un travail, en pleine vague de licenciement dans le secteur public et privé, est quasi nulle.

Le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres

Qui va remplacer les gardiens de la paix aux abords des écoles ? Peut-être les mêmes gardiens de la paix, en tout cas ceux qui auront « la chance » d'avoir droit à un RIS du CPAS et le « privilège » de postuler pour un emploi précaire. Jusqu'à ce que les règles changent à nouveau. Ou que les enseignants soient contraints d'être aussi éducateurs ou gardiens de la paix durant leurs heures de fourche.

Ce n'est pas de l'exagération. C'est la logique des capitalistes et de leurs serviteurs qui gouvernent.

Un recul peut en préparer un autre

Parmi 200 mesures d'économie, la commune de La Louvière veut imposer aux travailleurs communaux de travailler deux heures de plus gratuitement.

Depuis 1977, ils avaient acquis la semaine de 36 heures payée 38 heures. Pour faire pression, les échevins et le bourgmestre (PS et MR) ont menacé de supprimer également le 13e mois et les chèques repas.

Les syndicats n'ont rien proposé de mieux aux travailleurs que de céder au chantage en renonçant aux 36 heures. Ces deux heures perdues, ce sont des jours de récupération en moins pour la famille et les enfants, mais aussi des emplois communaux en moins via des travailleurs qui ne seront pas remplacés.

Et en 2026, lorsque le Collège voudra économiser à nouveau des dizaines de millions, adieu les chèques repas et le 13e mois… avec l'accord syndical ?

Échevin des taxes et amendes

L'échevin des finances de La Louvière, le MR Olivier Destrebecq, se gargarise de sa promesse de « ne pas créer de nouveaux impôts ». Pas de nouveaux impôts… en 2025. On verra en 2026.

En attendant, la Ville augmente fortement les impôts déjà existants, comme la taxe sur le revenu cadastral (+12%) ou la taxe poubelle (+ 43 %) ! Et cela n'est que la face visible de la lune.

A cela il faut ajouter l'utilisation du moindre article du règlement communal pour infliger des amendes de plusieurs centaines d'euros, sous prétexte d'incivilités ou d'écologie, en réalité pour remplir les caisses et engraisser les banquiers.

Cela fait cher le liseron !

De nombreux locataires sociaux sont des pensionnés ou des personnes handicapées pour qui l'entretien de la pelouse et du trottoir est un défi. Pas facile de tenir le taille-haie s'il faut lâcher sa béquille !

Cela n'empêche pas la commune de menacer ces locataires d'amendes salées jusqu'à 500 euros, voire de mettre fin à la location. La commune utilise les agents constatateurs et les gardiens de la paix pour fliquer les pauvres gens, faute d'engager du personnel pour entretenir et embellir les quartiers.

Ils qualifient cette politique de *« La Louvière belle Ville »* …

Injustice et Mépris vivent en couple

Centre Habitat est automatiquement informé du moindre versement sur les comptes bancaires de ses locataires et adapte le loyer sans discussion.

Un locataire reçoit 500 euros de sa mutuelle pour couvrir ses dépenses médicales annuelles ? Le loyer est augmenté de 20€, soit la moitié de l'indemnité prévue pour les soins médicaux !

Et lorsqu'on téléphone pour s'expliquer, on se fait remballer par un « soyez content d'avoir un toit au-dessus de la tête »…

La m… vient d'en haut

Pourquoi les travailleurs de Centre Habitat sont-ils méprisants vis-à-vis des locataires sociaux ? Parce qu'ils sont eux-mêmes méprisés par leurs chefs.

Ceux-ci sont à leur tour humiliés par les remontrances et les menaces du bourgmestre et des échevins, qui eux pleurent et qui supplient les gouvernements qui les tiennent à la gorge. Et ainsi de suite.

Tout en haut, les milliardaires s'achètent des îles, se marient à Venise ou font du tourisme dans l'espace.

Le jour où tous les humiliés feront ravaler leur arrogance aux riches, on sera bien plus polis et courtois entre nous.

GAND

Coupes budgétaires ? Non merci !

Début juillet, la Ville de Gand - gouvernée par une coalition Vooruit, Open-VLD et Groen - a annoncé un plan d'austérité de 120 millions d'euros d'économies par an, de nouvelles taxes, et la suppression de 350 à 416 postes.

Spontanément, 150 travailleurs de différents services communaux (voirie, espaces verts) se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville. Travaillant avec des moyens de plus en plus réduits, ils ont dénoncé la décision de la Ville.

La Ville prétend que les suppressions de postes se feront principalement dans des fonctions internes, comme la communication ou la gestion, et « en douceur ». Elle parle de départs « volontaires » avec prime, ou encore de l'obligation pour tous les nouveaux recrutements de se faire « en interne ».

Mais 350 postes, cela représente 5% du personnel ! Il n'y a rien de « doux » là-dedans !

Et combien de licenciements sont prévus ? Dans quels services ? Avec quelles primes ? Aucune information précise n'a été fournie aux premiers concernés.

Le lendemain et le surlendemain, les employés communaux étaient bien plus nombreux et rejoints par des habitants qui ont conscience que, moins d'agents communaux, ça veut dire des services publics dégradés pour tous. Au total, ils étaient près de 1.000 à manifester.

Les ouvriers d'IVAGO, qui s'occupent de la gestion des déchets, ont aussi rejoint le mouvement : IVAGO prévoit de fermer un incinérateur d'ici 2030, entraînant 40 suppressions d'emplois.

En réaction à ces manifestations spontanées, les syndicats ont lancé un préavis de grève. Les 18 et 19 juillet, jours de lancement des Fêtes de Gand, les travailleurs d'IVAGO ont fait grève et une nouvelle manifestation a rassemblé un millier de participants.

La situation financière de Gand, comme dans de nombreuses autres villes, est, entre autres, le résultat de dizaines d'années pendant lesquelles les transferts financiers du fédéral ou des régions vers les communes n'ont pas suivi les besoins réels. Et pendant ce temps, les subsides du fédéral aux grandes entreprises n'ont cessé d'augmenter. Ce n'est ni aux travailleurs, ni aux habitants de payer !

International

Syrie : Israël étend ses bombardements

Depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie, l'armée de l'État d'Israël multiplie les bombardements et les incursions militaires dans ce pays, dont elle occupe le plateau du Golan depuis 1967.

Se posant en défenseur de la communauté druze, en proie à des violences, elle est de nouveau intervenue et a bombardé Damas, ajoutant le sang au chaos.



En bon chien de garde des intérêts des puissances impérialistes, Netanyahou entend démontrer de la façon la plus brutale que rien ne pourra se faire sans leur aval au Moyen-Orient.

LO France

Congo-Rwanda : Accords de pillage !

Deux accords ont été signés entre le Congo-Kinshasa et le Rwanda, puis entre le Congo-Kinshasa et le groupe armé M23, le principal groupe qui terrorise la population et pille les minerais de la région du Kivu, au profit des capitalistes occidentaux. Ces accords ont été faits sous la médiation des États-Unis et du Qatar.

Les capitalistes américains (et européens) sont les principaux responsables des massacres qui se perpétuent dans la région depuis des décennies. Là, le gouvernement des États-Unis s'intéresse soudainement à la paix dans la région, pour préparer le terrain afin que les entreprises américaines mettent directement la main sur les minerais congolais.

En même temps que les « accords de paix », était signé un contrat d'ampleur avec KoBold Metal, une multinationale minière détenue, entre autres, par les milliardaires américains Jeff Bezos et Bill Gates. Ce trust cherche notamment à mettre la main sur l'immense gisement de Manono, qui pourrait produire 4,5 millions de tonnes de lithium par an pour des centaines de millions d'euros de chiffre d'affaires.

Cet accord est loin d'être une bonne nouvelle pour les populations congolaises, qui n'ont aucune garantie que les groupes armés arrêteront leurs massacres après avoir signé un simple accord. La seule chose qui est sûre, c'est que les impérialistes continueront de piller les ressources du Congo et du Rwanda… jusqu'à ce que les travailleurs les renversent !

Gaza : négociations et famine

Pendant que les négociations s'enlisent à Doha autour d'un hypothétique cessez-le-feu de 60 jours, les bombardements, les fusillades de l'armée israélienne se poursuivent à Gaza, et la famine tue chaque jour davantage. Depuis mars, Israël impose un blocus total, interdisant quasiment toute entrée d'aide humanitaire, sauf quelques camions autorisés au compte-gouttes depuis fin mai.

Le massacre continue et les enfants paient le prix fort de cette famine organisée. Une cinquantaine sont déjà morts de faim depuis mars, et selon l'Unicef, rien qu'en mai, plus de 5.000 enfants de moins de 5 ans sont en état de malnutrition aiguë.

Face à cela, les puissances occidentales jouent parfois l'indignation tout en restant complices. 25 États ont demandé qu'Israël cesse « immédiatement » les bombardements sur les Palestiniens. L'Union européenne parle d'un accord avec Israël pour « améliorer » l'aide, mais continue de soutenir activement son armée et le massacre en cours. Quant au gouvernement de Netanyahou, il rejette toute fin de l'occupation, conforté par l'appui des États impérialistes.

Aucune véritable paix ne pourra sortir des négociations qui se mènent sous la houlette des grandes puissances qui ont volontairement dressé les peuples de la région les uns contre autres, et qui continuent d'appuyer l'État israélien. Seule l'alliance des travailleurs palestiniens et israéliens contre les gouvernements d'Israël et des États arabes, pour une société socialiste, pourra ouvrir une autre perspective que la guerre fratricide perpétuelle.



Trump contre les travailleurs

Le bilan des six premiers mois de l'administration Trump a révélé l'écart entre les illusions semées pendant sa campagne électorale et la réalité. Il a promis la paix ? Les guerres ne font que prendre de l'ampleur ! Il a promis de « renforcer les USA » ? Il renforce les ultra-riches aux dépens des travailleurs du monde entier.

L'essentiel de son agenda politique a été mis en place dans un texte de loi appelé « Big Beautiful Bill » (« grande, magnifique loi »). Au programme ? Une réduction d'impôts de 3.800 milliards de dollars, dont la majeure partie profitera aux 1 % les plus riches de la population.

Le financement de cet énorme cadeau aux ultra-riches ? Des coupes budgétaires qui appauvriront encore davantage toutes les classes populaires. Un millier de milliards de dollars est supprimé du programme Medicaid et des bons alimentaires. 11 millions d'Américains perdront leur assurance médicale ! 400 milliards de dollars seront « économisés » sur le dos de la sécurité sociale et plusieurs centaines de milliards supplémentaires sur Medicare.

En parallèle, les hausses douanières auront pour conséquence d'augmenter les prix des produits de consommation pour la population américaine.

Sans parler de la suppression de l'aide américaine aux pays pauvres (USAID) qui vont créer des famines. Et de la traque des travailleurs immigrés aux Etats-Unis.

En coupant dans les services utiles à la population, en imposant des hausses des budgets militaires, Trump et son gouvernement ne font que continuer la politique de Biden. Républicains ou démocrates sont au service des capitalistes américains et contre les travailleurs.



Suivez nous sur les réseaux sociaux

Facebook, Tik-Tok,...

Lutte Ouvrière Belgique

Si ce journal t'a plu et que tu souhaites rencontrer des militants de Lutte Ouvrière, prends contact via:

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be